

Des emplois verts et décents

à la portée
de tous



Les emplois verts sont définis

comme des emplois qui « réduisent l'impact des entreprises et des secteurs économiques sur l'environnement à des niveaux qui pourraient devenir durables à l'avenir. Des emplois qui contribuent à réduire les besoins d'énergie et de matières premières, tout en évitant les émissions de gaz à effet de serre, réduisant aussi les déchets et la pollution, pour s'adapter au changement climatique et réhabiliter les services liés à l'écosystème, notamment l'eau propre, la protection contre les inondations ou la biodiversité. »

“Green Jobs: Towards decent work in a sustainable, low-carbon future.”
UNEP, ILO, ITUC, IOE, 2007.

La Confédération syndicale internationale (CSI) estime que cette définition devrait inclure des normes sociales plus fortes. Les emplois verts devraient, à la fois, contribuer à réduire les impacts environnementaux des entreprises et des secteurs économiques et garantir à tous les travailleurs des conditions décentes de vie et de travail, ainsi que le plein respect de leurs droits.

Des emplois verts et décents pour tous !

Pour que l'emploi vert ouvre la voie à un avenir plus durable, il doit aussi garantir de meilleures conditions de travail et des améliorations concrètes en termes de protection de l'environnement. Les emplois verts doivent être traités sur un pied d'égalité avec le travail et l'emploi décents et doivent apporter des réponses adéquates sur des enjeux comme la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement.

Pourquoi les syndicats devraient-ils promouvoir des emplois verts et décents ?

Tous les travailleurs, notamment les travailleurs et travailleuses de l'agriculture, de l'industrie de la pêche, de la foresterie et du tourisme dépendent directement ou indirectement du milieu naturel ; les activités industrielles dépendent des matières premières pour la fabrication de biens, cependant que le secteur des services utilise de l'énergie, des infrastructures et des biens qui ont tous une incidence sur l'environnement. La dilapidation des ressources naturelles de la planète se poursuit à un rythme menaçant et devrait susciter l'inquiétude chez quiconque est soucieux d'assurer que les générations futures puissent vivre sur une planète plus saine et plus équitable. Pour assurer la viabilité et la durabilité de tous les secteurs économiques, nous devons les transformer, tout en veillant à ce que les demandes traditionnelles des syndicats en faveur de conditions de travail décentes soient respectées. Nous devons agir maintenant pour faire en sorte que ces secteurs économiques réduisent leur empreinte environnementale à des niveaux qui garantissent l'avenir de notre planète.

Emplois verts et décents à la Conférence de Rio + 20 ?

La Conférence des Nations unies sur le développement durable (CNUDD) – connue sous l'acronyme Rio+20 – se tiendra à Rio de

Janeiro, 20-22 juin 2012. Rio+20 visera à insuffler un nouvel élan au programme d'action pour un développement durable, amenant de nouveaux engagements à la table des négociations. Il s'agira aussi de surmonter les « barrières » qui séparent la protection de l'environnement et le progrès social. C'est la raison pour laquelle les emplois verts et décents figurent au nombre des demandes prioritaires des syndicats pour Rio+20, dès lors qu'ils incarnent l'espoir d'une solution gagnant-gagnant en réponse aux crises de l'environnement et de l'emploi.

Faire en sorte que les débats de Rio+20 sur le concept d'une économie verte reconnaissent l'importance du travail décent et, en particulier, du besoin d'une transition juste qui participe à l'écologisation de tous emplois constitue une priorité pour les syndicats. D'autre part, nous tenons à ce que cette conférence débouche sur des résultats concrets. Nous voulons que les jeunes, les femmes et tous les protagonistes du monde du travail puissent voir surgir de nouvelles perspectives d'emploi ! Pour que cela soit possible, il incombe aux gouvernements d'investir des ressources considérables dans les secteurs qui, à la fois, réduisent l'empreinte environnementale de nos sociétés et créent de l'emploi décent. Nous demanderons aux gouvernements de s'engager sur un objectif ambitieux de création d'emplois verts et décents au cours des cinq années suivant la Conférence.

Ceci permettra d'assurer que les emplois verts et décents constituent une partie intégrante essentielle de la solution et contribuent :

▶▶ À l'action contre le changement climatique et la dégradation continue de nos ressources naturelles.

▶▶ À la sortie de l'actuelle crise économique en fournissant une stratégie cohérente pour la création de nouveaux emplois et de possibilités de développement.

▶▶ Au développement social et à la garantie d'un travail décent pour tous. À l'heure actuelle, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et obligées de lutter pour survivre avec moins de 1,25 dollar par jour s'élève à 1,4 milliard, soit approximativement 84 millions de plus qu'avant l'éclatement de la crise financière. Dans le même temps, 205 millions de personnes sont actuellement sans emploi, 75% de la population mondiale a un accès insuffisant à la sécurité sociale ou en est totalement dépourvue et un milliard de personnes habitent des bidonvilles, sans accès à l'eau propre et à des installations sanitaires.

Vert mais pas décent ?

Il arrive souvent que des emplois vantés comme étant des emplois « verts » contribuent, en réalité, très peu à l'amélioration de notre environnement. Par ailleurs, qui dit emploi vert ne dit pas nécessairement emploi décent. Il reste, en effet, de nombreux emplois « insalubres, dangereux et difficiles », où les travailleurs et travailleuses dans des industries comme le recyclage, la gestion des déchets, l'énergie de la biomasse et la construction s'exposent à des conditions de travail dangereuses et sont sous-payés. Autrement dit, emploi vert n'est pas nécessairement synonyme de travail décent ou respectueux des syndicats. C'est pourquoi les syndicats doivent organiser les effectifs dans les secteurs économiques émergents, afin de leur assurer des conditions de travail décentes.

L'investissement dans des mesures « vertes » en ces temps de crise économique pourrait engendrer des retombées « doublement positives » moyennant la création d'emploi et la redynamisation de l'économie, tout en contribuant à l'amélioration de l'environnement.



Promouvoir des emplois verts ou des emplois plus verts ?

Les deux. En tant que syndicats, nous devons promouvoir de nouveaux secteurs « verts » susceptibles d'ouvrir de nouvelles possibilités en matière de création d'emploi. Notre mission doit inclure la réduction de l'impact environnemental de nos lieux de travail et du système de production dans son ensemble. Autrement dit, nous devons chercher à « verdifier » nos emplois. Nous devrions nous garder de sous-estimer la capacité qu'a l'industrie de devenir plus verte. L'action visant à rendre la production toujours plus durable peut, en soi, se convertir en une source croissante d'emplois décents, de moyens d'existence et de systèmes d'assistance sociale améliorés. Mais cela ne se fera pas automatiquement, en l'absence de luttes et de négociations. Par conséquent, l'introduction de nouvelles réglementations et la participation des syndicats au dialogue avec les employeurs, les investisseurs, les gouvernements et autres seront primordiales pour assurer une « transition juste » à un nouveau système économique durable.

L'investissement dans les domaines suivants pourrait s'avérer particulièrement bénéfique pour la création ou la transformation d'emplois et, parallèlement à cela, pour la réduction de leur impact environnemental :

- ▶▶ Efficacité énergétique et matérielle
- ▶▶ Promotion des énergies renouvelables
- ▶▶ Transports publics
- ▶▶ Méthodes de production plus propre
- ▶▶ Politiques anti-déforestation.

L'investissement dans ces domaines peut contribuer à la croissance de l'emploi tout en améliorant les emplois existants, ainsi que le niveau de vie des communautés marginalisées dans les zones rurales et les lotissements sauvages, par exemple, et

réorienter les fonds publics vers la mise au point d'un modèle de développement plus équitable.

Les investissements actuellement affectés à l'emploi durable restent, néanmoins, insuffisants. Une option de réinvestissement consisterait à favoriser une meilleure coordination des stratégies existantes en matière d'environnement et de développement. Les syndicats peuvent mettre l'accent sur la nécessité de stimuler le progrès dans ces domaines.

Que veulent les syndicats ?

1. Réaliser le plein potentiel écologique : Prôner des investissements majeurs dans des politiques de développement durables, à long terme, capables de stimuler l'emploi décent et « vert », l'« écologisation » des lieux de travail et l'introduction de technologies durables.

2. Un bon point de départ : Demander une recherche et une évaluation en temps opportun du potentiel et des impacts au plan social et de la création d'emploi.

3. Venez discuter ! Les gouvernements doivent engager des consultations avec les syndicats, les employeurs, les collectivités et autres groupes concernés à propos de cette transition à l'emploi vert et décent. La consultation et le respect des droits humains et des travailleurs constituent une condition sine qua non pour garantir une transition efficace à une société plus durable.

4. Former les travailleurs à la création du futur : Les changements impliquent que les travailleurs soient adéquatement formés aux nouveaux processus et aux nouvelles technologies durables ; c'est là que se trouve la clé d'une croissance des investissements dans les technologies et les stratégies vertes.

5. C'est de protection qu'il s'agit ! Un « emploi vert » doit aussi être un emploi « décent », qui procure une sécurité sociale adéquate et un salaire décent et qui soit protégé par des règles suffisantes en matière de santé et de sécurité. Ces protections sociales doivent être garanties avant qu'une « économie verte » ne puisse véritablement se convertir en moteur de développement durable.

6. Pas de solution unique : Pour qu'une « économie verte et décente » puisse se développer, celle-ci devra se baser sur les ressources et les connaissances disponibles localement. Qui dit solution « verte » dit solution « locale ».

Informations complémentaires :

Rapport de la CSI à la Conférence Rio+20: <http://www.ituc-csi.org/rio-20-trade-unions-submit-their.html>

Blog Économie verte de la CSI : <http://www.ituc-csi.org/climate-change-and-green-economy.html>

SustainLabour : <http://www.ituc-csi.org/what-s-just-transition.html>

SustainLabour : <http://www.sustainlabour.org>

Dangers, Emplois verts, Emplois sûrs : <http://www.hazards.org/greenjobs/blog/>

Initiative Emplois Verts, OIT : <http://www.ilo.org/greenjobs>